



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et
de la Transition Écologique

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

**Prise en charge des enfants nés sans vie, des enfants
nés vivant et décédés rapidement, prise en charge des
pièces anatomiques et transports funéraires pour le
CHU de Tours**



Ce marché comporte une clause environnementale

CCAP	Procédure n° 2025-DALATE-PREST-111	Page 1/19
------	------------------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	4
Article 1. représentant du pouvoir adjudicateur	4
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	5
Article 2. Objet du marché	5
Article 3. Description du marché	5
3.1. Type de marché	5
3.2 Procédure de passation	5
3.3 Forme du marché	5
3.4 Montant maximum des marchés	5
3.5 Classification CPV	5
3.6. Décomposition en lots	6
Article 4. Durée du marché	7
4.1. Période initiale et reconduction	7
4.2. Délai d'exécution des prestations	7
Article 5. Pièces contractuelles	7
IV. PRIX ET REGLEMENTS	8
Article 6. Forme des prix	8
Article 7. Contenu des prix	8
Article 8. Modalités de révision des prix	8
8.1 Modalités de calcul de la révision	8
8.2 Périodicité de la révision	9
8.3. Clause butoir	10
8.4. Clause de sauvegarde	10
Article 9. Avances	10
Article 10. Retenue de garantie	10
Article 11. Acompte, règlement définitif et solde	10
Article 12. Présentation des demandes de paiement	10
Article 13. Délai de paiement	11
Article 14. Titulaire étranger	12
Article 15. Nantissement et cession de créance	12
V. EXECUTION	12
Article 16. Évolution technique, technologique ou réglementaire	12
Article 17. Ruptures d'approvisionnement	13
Article 18. Modalités d'émission des bons de commandes	14

Article 19. Livraison des fournitures / exécution des prestations	14
Article 20. Vérifications quantitatives et qualitatives	15
Article 21. Exécution complémentaire	15
Article 22. Sous-traitance	15
Article 23. Changements affectant le titulaire	16
Article 24. Assurance	16
Article 25. Discretion et confidentialité	16
Article 26. Clause environnementale	17
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	17
Article 27. Pénalités	17
Article 28. Résiliation du marché	18
28.1 Motifs de résiliation	18
28.2 Indemnité de résiliation	18
Article 29. Exécution aux frais et risques du titulaire	19
29.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché	19
29.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	19
Article 30. Droit applicable et tribunal compétent	19
VII. DEROGATIONS AU CCAG	19

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : M. GADIN Etienne
Adresse : **CHRU de Tours**
Direction des Achats, de la Logistique, des
Approvisionnements et de la Transition Écologique
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : 02 47 47 84 97
Télécopieur : 02 47 47 60 81
Courrier électronique : e.gadin@chu-tours.fr

Lot 1 et 3 :

Référent technique du dossier : Mme PERIGNON Mélanie, Sage-femme
Téléphone : 02 47 47 92 82
Courrier électronique : m.perignon@chu-tours.fr

Lot 2 et 4 :

Référent technique du dossier : M. CHAPELLE Fabien, Responsable des chambres mortuaires
Téléphone : 02 18 37 08 66
Courrier électronique : f.chapelle@chu-tours.fr

CCAP	Procédure n° 2025-DALATE-PREST-111	Page 4/19
------	------------------------------------	-----------

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le(s) présent(s) marché(s) a (ont) pour objet la prise en charge des enfants nés sans vie, des enfants nés vivants puis rapidement décédés, des pièces anatomiques et les transports funéraires à la charge du CHU de Tours.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service : 27	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-8 (procédure adaptée) du code de la commande publique

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

3.4 Montant maximum des marchés

Le montant maximum des marchés est de 131 000 €. Ce montant est contractuel et détermine le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code :

- 98.37.00.00-7 Services funéraires et services connexes,
- 98.37.11.20-1 Services de crémation,
- 60 00 00 00-9 Services de transport routier.
- 98.37.12.00-6 Services de pompes funèbres

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 5/19
------	-----------------------------------	-----------

3.6. Décomposition en lots

La présente consultation comporte 4 lots :

N°de lot	N°de sous-lot	Intitulé	Montant maximum HT sur 4 ans
1		Transport pour mise en caveau provisoire au cimetière de Tours Sud (Esvres sur Indre) ou sans mise en caveau provisoire.	
	1-1	Transport pour mise en caveau provisoire au cimetière de Tours Sud (Esvres sur Indre) des enfants nés sans vie au départ du CHU de Tours et des enfants nés vivants puis rapidement décédés au départ du CHU de Tours ou d'Orléans.	20 000 €
	1-2	Transport au cimetière de Tours Sud (Esvres sur Indre), sans mise en caveau provisoire, des enfants nés sans vie au départ du CHU de Tours.	3 000 €
2		Prise en charge des pièces anatomiques pour élimination	30 000 €
3		Transport pour autopsie des enfants nés sans vie, aller et retour, entre les CHU de Tours et d'Orléans et des enfants nés vivants puis rapidement décédés, aller simple, du CHU de Tours vers le CHU d'Orléans	70 000 €
4		Transports funéraires	8 000 €

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre.

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 6/19
------	-----------------------------------	-----------

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter de la date de notification.

La durée initiale du marché est de 24 mois.

Le(s) marché(s) pourra (pourront) être reconduit(s) tacitement 2 fois pour une durée de 12 mois.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du (des) marché(s) une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4.2. Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution débute à compter de la date de l'émission du bon de commande.

Le délai d'exécution du bon de commande peut se prolonger au-delà du terme du marché sous réserve que le bon de commande ait été émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières,
- 3- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- 4- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5- L'offre financière du titulaire
- 6- L'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 7/19
------	-----------------------------------	-----------

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et autres frais administratifs et de gestion des prestations. Il n'y a pas de frais afférents à des minima de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

8.1 Modalités de calcul de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de juillet (mois de remise des offres). Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont fermes pendant 24 mois.

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application des formules suivantes :

Pour les lots 3 et 4 :

$$P = P_o \times [0.15 + ((0.7 \times S/S_o) + (0.1 \times E/E_o) + (0.05 \times C/Co))]$$

Dans lesquelles :

- P = prix révisé
- P_o = Prix initial du BPU

Les indices à utiliser sont les suivants :

- S = Indice INSEE, identifiant n°010562766 – Indice des taux de salaire des ouvriers – Transport et entreposage (NAF rév.2, niveau A38HZ) – Base 100 au T2 2017.
- E = Indice INSEE, identifiant n°001764283 – Indice des prix à la consommation – Base 2015 - Ensemble des ménages - France Métropolitaine – Gazole.

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 8/19
------	-----------------------------------	-----------

- C = Indice INSEE, identifiant n°001763661 - Indice prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France-Nomenclature Coicop 07.2.3.0 - Entretien et réparation de véhicules particuliers.

Les indices utilisés sont les derniers indices connus (valeurs définitives) à la date de révision des prix.

Pour les lots 1 et 2 :

$$P = P_0 \times [0.15 + ((0.5 \times S/S_0) + (0.2 \times FSD2/FSD20) + (0.15 \times ICHT-IME/ICHT-IME0))]$$

Dans lesquelles :

- P : Prix révisé
- P0 : Prix initial

Les indices à utiliser sont les suivants :

- S : Indice INSEE des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 12.7.0.3 - Services funéraires
- FSD2 : Indice frais et services divers - modèle de référence n°2
- ICHT-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008

8.2 Périodicité de la révision

Les prix pourront être révisés 2 fois sur la durée du (des) marché(s), à chaque date anniversaire du ou des marchés.

La demande de révision est adressée à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et la Transition Écologique (DALATE) par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 30 jours avant la date d'application, à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements
et de la Transition Écologique
Acheteurs Prestations
2 boulevard Tonnellé
37044 TOURS cedex 9

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 9/19
------	-----------------------------------	-----------

8.3. Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 2 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 2% le CHRU de Tours négociera le taux d'évolution du prix avec le(s) titulaire(s).

8.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 5%.

ARTICLE 9. AVANCES

Le titulaire ne peut bénéficier d'aucune avance.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au(x) titulaire(s) du (des) marché(s).

ARTICLE 11. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci-après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif

ARTICLE 12. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Le(s) titulaire(s) de plusieurs lots présente(nt) des factures distinctes pour chacun des lots ou une facture globale identifiant distinctement les différents lots.

Il est établi une facture par bon de commande.

La facturation est mensuelle à terme échu pour les lots 1 et 3 et par prestation pour les lots 2 et 4.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 10/19
------	-----------------------------------	------------

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- Date de la facture ;
- Désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Numéro du bon de commande ;
- Numéro du marché ;
- Code d'identification du service en charge du paiement (PREST) ;
- Date d'exécution des prestations ;
- Désignation de la prestation réalisée ;
- Montant net HT de la prestation réalisée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant net TTC de la prestation réalisée
- Montants nets totaux HT et TTC de la facture.

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 189 000 16
- CODE SERVICE (obligatoire) : PREST,
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

ARTICLE 13. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 11/19
------	-----------------------------------	------------

économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 14. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 15. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

ARTICLE 16. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 12/19
------	-----------------------------------	------------

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) matériel(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire s'engage à fournir ce(s) nouveau(x) produit(s) au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 17. RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

Ruptures ponctuelles d'un produit

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation au CHRU de Tours dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande

Il le propose au CHRU de Tours et lui adresse la fiche technique du produit. Le CHRU de Tours donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord du CHRU de Tours et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Arrêt ou rupture définitive d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose au CHRU de Tours un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande correspondant.

Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le CHRU de Tours puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord du CHRU de Tours, ce dernier rédigera un avenant.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 13/19
------	-----------------------------------	------------

ARTICLE 18. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commande seront signés par un représentant du CHRU de Tours ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours. Ils émanent de la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Écologique.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ L'objet de la prestation,
- ✓ La date d'exécution de la prestation, le cas échéant,
- ✓ Les lieux d'exécution,
- ✓ Le montant du bon de commande,
- ✓ La référence du marché,
- ✓ Le numéro de la commande,
- ✓ La désignation de la prestation,
- ✓ Le prix net unitaire HT.

ARTICLE 19. LIVRAISON DES FOURNITURES / EXECUTION DES PRESTATIONS

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande et le cas échéant le numéro de lot ou de série.

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Le bon de livraison doit être visé par un agent du service qui réceptionne la commande.

Livraison dans le service :

Avant toute livraison, le titulaire du marché sollicite l'accord du responsable du service ou de son représentant.

Le titulaire doit tenir compte de l'accessibilité des locaux avant la livraison et en informer son transporteur (monte-charge, dimensions des passages, largeurs des portes, accès particuliers, etc.).

Le choix du circuit de livraison se fera en fonction des contraintes dimensionnelles et de poids des colisages et l'accord du responsable d'exploitation.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur ou le fournisseur dans le service destinataire indiqué sur le bon de commande, sauf demande contraire du représentant du CHRU de Tours.

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 14/19
------	-----------------------------------	------------

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande ou la télécopie.

Enlèvements des corps ou des pièces anatomiques :

Les enlèvements sont obligatoirement accompagnés d'un bordereau d'enlèvement comportant les quantités et la désignation de la prestation à réaliser ainsi que le numéro de commande.

Lorsque le(s) titulaire(s) ne peut (peuvent) honorer une commande dans sa totalité, il(s) doit (doivent) en informer le représentant du CHRU de Tours dont les coordonnées figurent sur le bon de commande, qui prendra toutes dispositions nécessaires à l'intérêt du CHRU de Tours en différant la prestation.

ARTICLE 20. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Vérifications qualitatives

Le CHRU de Tours dispose d'un délai de 5 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part du CHRU de Tours dans le délai de 5 jours, les articles sont considérés comme admis. Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

ARTICLE 21. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 22. SOUS-TRAITANCE

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

a) la nature des prestations sous-traitées ;

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 15/19
------	-----------------------------------	------------

- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

ARTICLE 23. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

ARTICLE 24. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 25. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 16/19
------	-----------------------------------	------------

présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

ARTICLE 26. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE



- ✓ Pour les lots 1 et 2, le titulaire fournira des reliquaires et emballages performants en matière de protection de l'environnement.
- ✓ Pour l'ensemble des lots, le titulaire mettra à disposition des véhicules à faible émissions.

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 27. PENALITES

Pour les lots 1 et 2, le prestataire doit s'engager sur un délai d'enlèvement, de prise en charge ou d'acheminement en nombre de jours ouvrés et en nombre d'heures pour les lots 3 et 4. Ces délais courent du jour (de l'heure) de la demande de l'enlèvement à la date (l'heure) de réalisation effective de la prestation.

Pour le lot 2, le prestataire doit en plus s'engager sur un délai de délivrance du bordereau de suivi d'élimination des pièces anatomiques, en nombre de jour(s) ouvré(s). Le délai de délivrance court de la date d'enlèvement à la date de réception du bordereau par l'agent de la chambre mortuaire.

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

En cas de non exécution à la date indiquée lors de la commande ou à celle reconduite avec l'accord du CHRU de Tours, il sera appliqué au(x) titulaire(s) une pénalité de 100 euros par jour de retard pour les lots 1 et 2, ou 30 euros par heure de retard pour les lots 3 et 4. La date de référence sera la date d'enlèvement initialement prévue ou celle reconduite.

Les enlèvements partiels ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité enlevée.

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 17/19
------	-----------------------------------	------------

Pénalités pour mauvaise exécution

Dans le cas d'une dégradation des contenants, le titulaire s'engage à remplacer le contenant à ses frais.

Dans le cas d'une dégradation du contenu suite à une rupture du contenant ou une mauvaise manipulation, une pénalité forfaitaire de 100 euros TTC pourra être appliquée par pièce par le pouvoir adjudicateur.

Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 100 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 28. RESILIATION DU MARCHE

28.1 Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

28.2 Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 18/19
------	-----------------------------------	------------

ARTICLE 29. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

29.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

29.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 30. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.2	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon commande à la date d'envoi
Article 20	Article 28.2	Vérifications qualitatives
Article 27	Article 14	Pénalités
Article 28.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 28.2	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 29	Article 45	Exécution aux frais et risques

CCAP	Procédure n°2025-DALATE-PREST-111	Page 19/19
------	-----------------------------------	------------